

L'histoire de ces 670 soldats morts pour la France

Et de ces milliers des blessés dont on parle trop peu

GRAND RÉCIT - Si nos concitoyens ont une excellente image de l'institution militaire, ils connaissent très mal la réalité de la condition de soldat, et sous-estiment souvent le nombre des tués et blessés de l'armée française qui n'a cessé d'intervenir à l'étranger depuis soixante ans.

Combien sont-ils au juste, les soldats tombés ou blessés pour la France aux quatre coins du monde depuis la fin de la guerre d'Algérie ? Pourquoi leur nombre est-il spontanément sous-estimé ? Comment expliquer que les Français connaissent si mal ce que vivent leurs soldats, paradoxe d'autant plus amer que l'armée est plébiscitée dans les sondages ?

Pris pour cible par le Hezbollah lors d'une lâche embuscade au Sud-Liban le 18 avril, le sergent Florian Montorio, tué sur le coup, et le caporal-chef Anicet Girardin, décédé des blessures reçues en s'exposant pour secourir son camarade, prennent rang parmi la longue liste des soldats morts pour la France alors que leur pays est théoriquement en paix depuis 1962. L'histoire de ces soldats reste largement ignorée. L'opinion n'en a qu'une connaissance très fragmentaire. Tout au plus quelques épisodes marquants (l'attentat du Drakkar à Beyrouth en 1983, l'embuscade d'Uzbin en Afghanistan en 2008) subsistent-ils dans la mémoire collective en raison du nombre élevé des pertes le même jour. Mais l'engagement de nos soldats à l'étranger, en réalité, n'a presque jamais cessé depuis 60 ans, entraînant tués et blessés dont les Français n'ont pas une vision d'ensemble.

C'est leur histoire, qui constitue en quelque sorte une contre-histoire des 60 dernières années, loin d'un territoire français en paix (même si le terrorisme le frappe désormais), qu'on se propose de raconter ici.

Tout commence en août 1968. La France savoure les vacances d'été, relâchement général après le tourbillon des «événements» de Mai. L'heure est à l'insouciance et à la douceur de vivre. Sur la Côte d'Azur, Claude Sautet tourne un film emblématique de l'époque, *La piscine*, avec Alain Delon, Romy Schneider, Maurice Ronet et Jane Birkin. Or, ces mêmes jours d'août 1968, le cabinet militaire de la présidence de la République transmet à de Gaulle un appel à l'aide du président tchadien, François Tombalbaye. Des insurgés se sont rendus maîtres de la quasi-totalité des provinces désertiques du nord du pays, comme le Tibesti. La principale ville de la région, Faya-Largeau, est menacée. Les forces de sécurité et l'administration disparaissent de pans entiers du territoire. En vertu des accords de défense conclus après l'indépendance (1960) entre Fort-Lamy et Paris, Tombalbaye demande l'intervention de l'armée française, présente au Tchad.

De Gaulle se montre très réticent. Après avoir eu tant de mal à achever la décolonisation six ans plus tôt, le fondateur de la Ve République répugne à engager des troupes dans un conflit en Afrique. Mais le souci de maintenir le crédit de la France l'emporte. Le régiment interarmes présent à Fort-Lamy (renommé N'Djamena en 1973) reçoit l'ordre d'intervenir, assorti cependant d'une consigne stricte qui annonce un changement d'ère. Jusqu'alors, les unités de l'armée, sauf exceptions, étaient toutes composées à la fois de soldats de métier et d'appelés du contingent. Il existait de surcroît, à l'époque, des appelés du contingent volontaires pour un service militaire long. Assimilés dans une certaine mesure à des soldats de métier, ils pouvaient être affectés à l'étranger dans les mêmes unités que ces

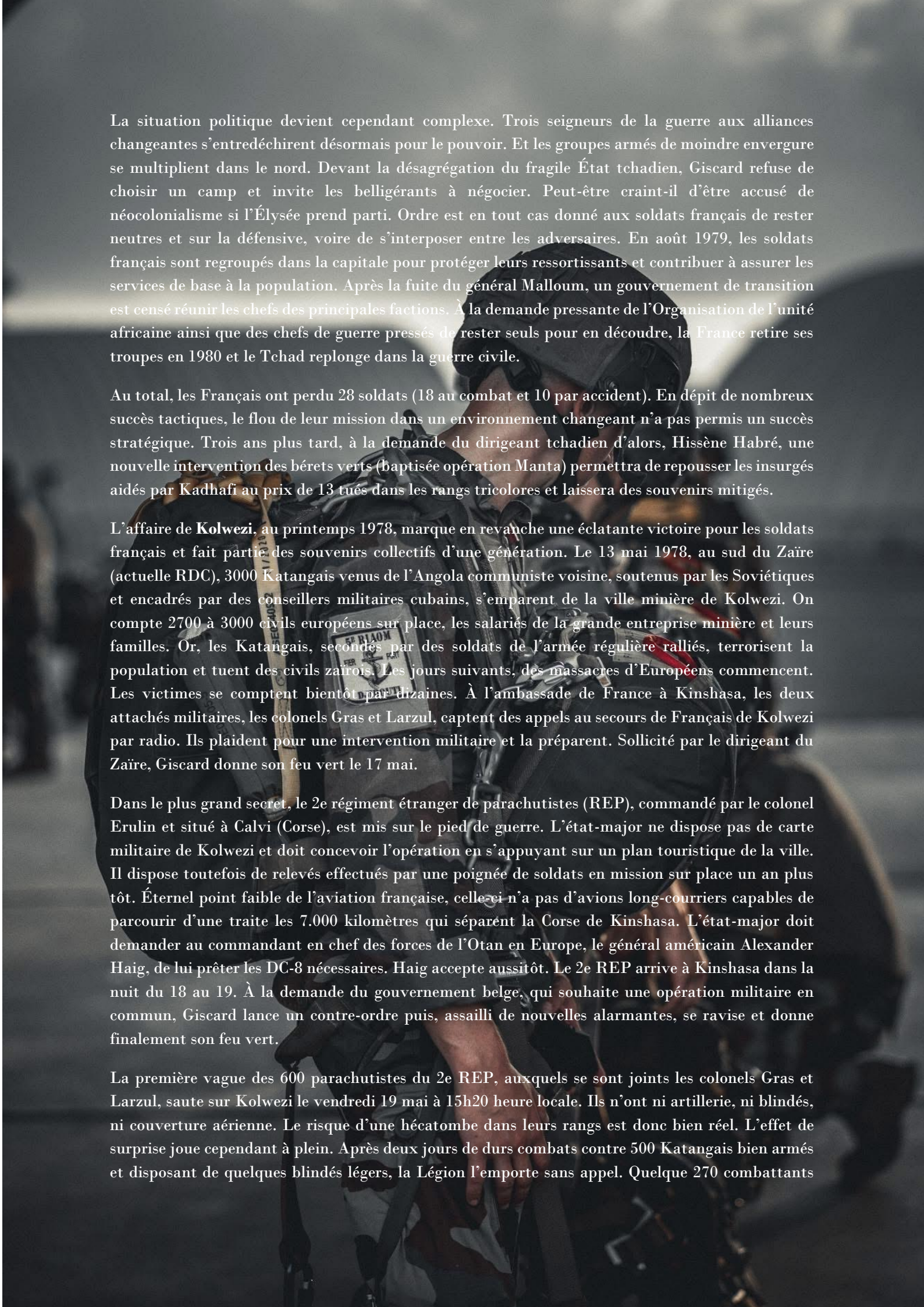
derniers. Or, en août 1968, l'Élysée décide que ces conscrits, même volontaires pour un service long, ne doivent plus être exposés au feu en dehors de France.

S'engage alors, dans quelques unités d'élite souvent déployées en Afrique, le remplacement d'appelés du contingent par des soldats professionnels. Le 3^e régiment d'infanterie de marine (3^e RIMa), un des plus anciens régiments français encore en activité, est ainsi le premier de l'armée de terre à être entièrement composé de professionnels dès 1973. C'est le début d'un lent processus qui aboutira, en 1996, à la fin du service militaire obligatoire, comme l'explique Michel Goya dans son livre de référence, *La guerre mondiale de la France – de 1961 à nos jours* (Tallandier, coll. Texto), précieux guide sur le sujet.

Au Tchad, au plus fort de l'engagement français, en octobre 1969, quelques mois après l'élection de Georges Pompidou à l'Élysée, 1.600 soldats (notamment le 2^e régiment étranger de parachutistes) sont répartis dans ce pays grand comme deux fois la France. Ils affrontent, aux côtés de l'armée nationale tchadienne, un ennemi deux à trois fois plus supérieur en nombre. La localisation de l'adversaire, qui se dérobe, est malaisée. Le 11 octobre 1970, une compagnie de parachutistes est prise en embuscade dans le nord du Tchad, fief des insurgés, près de Faya-Largeau. Les Français l'emportent avec difficulté et déplorent 12 tués dans leurs rangs. C'est la première des «journées noires» de l'armée française qui retient l'attention des médias et provoque un débat politique. Pompidou le constate: l'opinion ne retient dorénavant que le nombre des morts français. À ses yeux, des pertes bien plus lourdes infligées à l'ennemi lors du même combat ne constituent plus un contre-argument recevable. Au total, en 1972, les Français ont perdu 39 hommes (au feu ou lors d'accidents, assez fréquents en opération) et compté 102 blessés. Les forces de sécurité tchadiennes ont recensé 333 morts et disparus et 296 blessés. Les pertes des insurgés sont évaluées à 3800 tués et 1300 blessés.

En dépit de cette disproportion énorme, la victoire des Français et de l'armée régulière n'est que relative. L'administration civile tchadienne, en particulier, demeure très fragile. Mais Pompidou, suivant la préconisation du général qui commande le corps expéditionnaire français, préfère le retirer alors qu'il peut se prévaloir d'un bilan solide plutôt que de risquer un enlèvement et de perdre l'appui des populations. Les insurgés n'ont pas été éliminés, mais repoussés aux marges du «Tchad utile». Paris se tient désormais en appui de l'armée nationale reconstituée, dépêche des militaires pour piloter et entretenir une force aérienne tchadienne, maintient quelques unités en réserve à Fort-Lamy. Et l'Élysée s'en tient là, jugeant que le mieux est l'ennemi du bien. On jugera longtemps qu'il n'est pas réaliste de demander davantage à l'armée française.

En 1975, Tombalbaye est assassiné lors d'un coup d'État et le général Malloum lui succède. Il exige le départ des troupes françaises encore présentes dans la capitale puis, devant la progression des rebelles de Goukouni Oueddei soutenu par Kadhafi, demande leur retour en 1978. Valéry Giscard d'Estaing accepte. Les missiles antiaériens fournis aux insurgés par les Libyens leur permettent d'abattre trois avions de l'armée tchadienne pilotés par des Français. Paris constitue alors en hâte un groupement tactique interarmes composé de soldats aux profils différents (infanterie de marine, légionnaires, artilleurs parachutistes, génie) au nord de N'Djamena. Celui-ci passe à l'offensive: le 19 mai 1978, à Atti, dans le centre-sud du Tchad, les Français, au terme de très violents combats, infligent des pertes particulièrement lourdes aux combattants de Oueddei mais déplorent trois morts et cinq blessés. Leurs effectifs, d'abord limités à quelques centaines de soldats, s'étoffent pour atteindre 3 200 hommes en 1979.



La situation politique devient cependant complexe. Trois seigneurs de la guerre aux alliances changeantes s'entredéchirent désormais pour le pouvoir. Et les groupes armés de moindre envergure se multiplient dans le nord. Devant la désagrégation du fragile État tchadien, Giscard refuse de choisir un camp et invite les belligérants à négocier. Peut-être craint-il d'être accusé de néocolonialisme si l'Élysée prend parti. Ordre est en tout cas donné aux soldats français de rester neutres et sur la défensive, voire de s'interposer entre les adversaires. En août 1979, les soldats français sont regroupés dans la capitale pour protéger leurs ressortissants et contribuer à assurer les services de base à la population. Après la fuite du général Malloum, un gouvernement de transition est censé réunir les chefs des principales factions. À la demande pressante de l'Organisation de l'unité africaine ainsi que des chefs de guerre pressés de rester seuls pour en découdre, la France retire ses troupes en 1980 et le Tchad replonge dans la guerre civile.

Au total, les Français ont perdu 28 soldats (18 au combat et 10 par accident). En dépit de nombreux succès tactiques, le flou de leur mission dans un environnement changeant n'a pas permis un succès stratégique. Trois ans plus tard, à la demande du dirigeant tchadien d'alors, Hissène Habré, une nouvelle intervention des bérets verts (baptisée opération Manta) permettra de repousser les insurgés aidés par Kadhafi au prix de 13 tués dans les rangs tricolores et laissera des souvenirs mitigés.

L'affaire de **Kolwezi**, au printemps 1978, marque en revanche une éclatante victoire pour les soldats français et fait partie des souvenirs collectifs d'une génération. Le 13 mai 1978, au sud du Zaïre (actuelle RDC), 3000 Katangais venus de l'Angola communiste voisine, soutenus par les Soviétiques et encadrés par des conseillers militaires cubains, s'emparent de la ville minière de Kolwezi. On compte 2700 à 3000 civils européens sur place, les salariés de la grande entreprise minière et leurs familles. Or, les Katangais, secondés par des soldats de l'armée régulière ralliés, terrorisent la population et tuent des civils zairois. Les jours suivants, des massacres d'Européens commencent. Les victimes se comptent bientôt par dizaines. À l'ambassade de France à Kinshasa, les deux attachés militaires, les colonels Gras et Larzul, captent des appels au secours de Français de Kolwezi par radio. Ils plaident pour une intervention militaire et la préparent. Sollicité par le dirigeant du Zaïre, Giscard donne son feu vert le 17 mai.

Dans le plus grand secret, le 2e régiment étranger de parachutistes (REP), commandé par le colonel Erulin et situé à Calvi (Corse), est mis sur le pied de guerre. L'état-major ne dispose pas de carte militaire de Kolwezi et doit concevoir l'opération en s'appuyant sur un plan touristique de la ville. Il dispose toutefois de relevés effectués par une poignée de soldats en mission sur place un an plus tôt. Éternel point faible de l'aviation française, celle-ci n'a pas d'avions long-courriers capables de parcourir d'une traite les 7.000 kilomètres qui séparent la Corse de Kinshasa. L'état-major doit demander au commandant en chef des forces de l'Otan en Europe, le général américain Alexander Haig, de lui prêter les DC-8 nécessaires. Haig accepte aussitôt. Le 2e REP arrive à Kinshasa dans la nuit du 18 au 19. À la demande du gouvernement belge, qui souhaite une opération militaire en commun, Giscard lance un contre-ordre puis, assailli de nouvelles alarmantes, se ravise et donne finalement son feu vert.

La première vague des 600 parachutistes du 2e REP, auxquels se sont joints les colonels Gras et Larzul, saute sur Kolwezi le vendredi 19 mai à 15h20 heure locale. Ils n'ont ni artillerie, ni blindés, ni couverture aérienne. Le risque d'une hécatombe dans leurs rangs est donc bien réel. L'effet de surprise joue cependant à plein. Après deux jours de durs combats contre 500 Katangais bien armés et disposant de quelques blindés légers, la Légion l'emporte sans appel. Quelque 270 combattants

katangais ont été tués. Les autres abandonnent en hâte la ville et regagnent l'Angola voisine. Les légionnaires, de leur côté, comptent 5 tués et 25 blessés. Plus de 2.000 civils européens sont ainsi sauvés du massacre qui avait déjà coûté la vie à des centaines d'entre eux.

La découverte des charniers de civils fait baisser d'un ton ceux qui, dans l'atmosphère très idéologique des années 70, à Paris, dénonçaient l'intervention décidée par Giscard comme du néocolonialisme. Craignant d'être accusé de récupération politique, le président de l'époque refusera pourtant la proposition de son ministre de la défense qui souhaitait voir le 2e REP ouvrir le défilé du 14 juillet. Ainsi les vainqueurs seront-ils privés de cette belle reconnaissance. Reste l'essentiel: pendant les jours dramatiques de mai 1978 où la Légion saute sur Kolwezi, des millions de Français regardent ces soldats et ils sont leur orgueil.

Lors de cette même année 1978, l'armée française connaît ses premiers morts au Liban. Le Pays du Cèdre est alors en proie à la guerre civile depuis trois ans. Israël envahit le sud du Liban jusqu'au fleuve Litani pour détruire les organisations palestiniennes installées sur ce territoire et qui mènent des raids contre les zones frontalières du nord de l'État hébreu. En mars 1978, le Conseil de sécurité des Nations unies institue une Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), déployée dans le sud du pays. En théorie déployée pour six mois, elle sera sans cesse reconduite. La Finul reçoit la mission, non de combattre un ennemi, mais de s'interposer entre les belligérants. Ses membres exercent une fonction de policiers censés maintenir l'ordre et dissuader l'escalade de la violence par leur seule présence. Giscard accepte qu'un régiment français participe à la Finul ainsi qu'un détachement de soutien logistique qui prend ses quartiers dans le port de Naqoura, à l'extrémité méridionale du Liban. Ces casques bleus sont placés non sous un commandement national, mais sous l'autorité des Nations Unies.

Or, «dire qu'on n'a pas d'ennemi n'empêche pas d'en avoir», comme le souligne Michel Goya. Dès leur déploiement dans le sud du Liban, les Français doivent se mouvoir entre les Israéliens, qui se retirent, et les groupes armés palestiniens, qui entendent réoccuper leurs positions. Le 2 mai 1978, au sud de Tyr, certains d'entre eux organisent une embuscade contre des marsouins parachutistes du 3e RPIMa. Le convoi venu les secourir est attaqué à son tour. Après plus d'une heure de combat, les Français se dégagent mais comptent 2 tués et 18 blessés. Leur chef, le colonel Jean Salvan, est très gravement atteint (ce dernier présidera plus tard l'Union des blessés de la face et de la tête, créée pour aider les «gueules cassés» après 14-18). Bientôt, l'opinion des militaires est faite: malgré la valeur et les efforts méritoires des casques bleus, la teneur de la mission de la Finul lui interdit de peser les jours de crise et fait de ses soldats des cibles que le mandat reçu empêche le plus souvent de riposter.

À l'automne 1983, à Beyrouth, 2000 soldats français participent, aux côtés d'Américains et d'Italiens, à une Force multinationale de sécurité instituée par l'Onu. Leur mission, de nouveau, ne consiste pas à combattre, mais à protéger les civils et à soutenir les efforts de la petite armée nationale en vue de restaurer l'autorité de l'État libanais. Or, dès la mi-octobre 1983, 17 soldats français ont déjà été tués dans des attaques perpétrées par des groupes armés locaux et commanditées, le plus souvent, par Téhéran et Damas. Officiellement, pourtant, la France n'a pas d'ennemis au Liban.

Puis, le 23 octobre 1983, un attentat-suicide frappe l'immeuble dit du Drakkar, où est cantonnée la 3e compagnie du 1er régiment de chasseurs parachutistes. Cinquante-huit soldats français, pour



beaucoup âgés de 19 et 20 ans, meurent écrasés par l'effondrement du toit et des murs ou succombent dans les heures qui suivent. Des images atroces font la Une des journaux et magazines en France. L'une, en particulier, bouleverse les contemporains: la photo d'un soldat français serrant la main, émergeant des décombres, d'un camarade enseveli sous des amas de pierres et conservant une lueur d'espoir d'être secouru à temps. Depuis la fin de la guerre d'Algérie, la France n'avait jamais perdu autant de soldats en une seule journée, et c'est toujours le cas à ce jour. Un autre attentat-suicide, le 21 décembre 1983, manque de peu sa cible mais fait néanmoins un tué et 24 blessés parmi les Français.

En février 1984, Américains et Italiens évacuent. Les Français sont les derniers à quitter Beyrouth en mars 1984, mais pas le Liban puisqu'ils participent plus que jamais à la Finul à la frontière sud. Depuis 1978, qui le sait?, plus de 150 soldats français sont morts au Liban (dont un nombre significatif de suicides sous la pression ou en raison de traumatismes). Et presque un millier ont été blessés.

Surviennent la chute du mur de Berlin (9 novembre 1989), la réunification allemande et la fin de la guerre froide. C'est dans ce contexte que Saddam Hussein envahit le Koweït (août 1990) et déclenche la première guerre du Golfe. Mitterrand finit par décider que la France doit participer à la coalition internationale que les États-Unis s'emploient à bâtir.

Les Britanniques, adeptes depuis toujours de l'armée de métier, envoient plus de 50.000 hommes en Arabie saoudite. Ils intègrent aussitôt le gigantesque dispositif sous commandement américain. Mais en France, à l'époque, l'armée de terre est conçue et organisée pour s'opposer à une invasion des forces du Pacte de Varsovie, alors en pleine désagrégation sous les yeux des Européens incrédules, certes, mais qui avait constitué une menace très sérieuse pendant quarante ans. En outre, la doctrine militaire lointainement issue de la Révolution française veut que l'armée soit une et repose sur le modèle du citoyen-soldat, qui fait son service et reste ensuite mobilisable si la patrie est en danger. La coexistence de soldats de carrière et d'appelés des contingents demeure donc la règle dans la quasi-totalité des unités de l'armée. À l'époque, on la juge naturelle jusqu'au sein des équipes de maintenance des régiments d'hélicoptères et des escadres de l'aviation. Or, pas question d'exposer un seul conscrit au feu pour libérer le Koweït et repousser l'armée de Saddam Hussein, ordonne Mitterrand, car, estime-t-il, la société française ne l'accepterait pas.

La situation est particulièrement embarrassante sur les deux porte-avions de la marine nationale, le Clemenceau et le Foch, qui suscitent toujours l'intérêt des médias et comptent de nombreux appelés à bord. À l'automne 1990, une émission de télévision à mi-chemin du divertissement et des débats de société accueille sur son plateau des mères de conscrits embarqués sur ces fleurons de la marine nationale. Celles-ci, parfois les larmes aux yeux, expriment leur angoisse pour leurs fils. L'Élysée fait aussitôt savoir que les appelés ne participeront en aucun cas aux combats. Dans un livre brillant, une plume de l'époque, Jean-François Revel, s'inquiétera qu'un animateur de télévision obtienne plus rapidement une réponse claire de l'Exécutif que tous les députés réunis (L'absolutisme inefficace – contre le présidentialisme à la française, Plon, 1993).

L'état-major des armées, pendant ce temps, sue sang et eau pour prélever dans toutes les unités de l'armée les éléments professionnels permettant de constituer une division convenable. Ainsi est laborieusement mise sur pied la division Daguet, forte d'à peine 16.000 hommes, et qui prend place à l'extrémité du dispositif allié colossal déployé à la frontière saoudienne, face au Koweït. Lors des

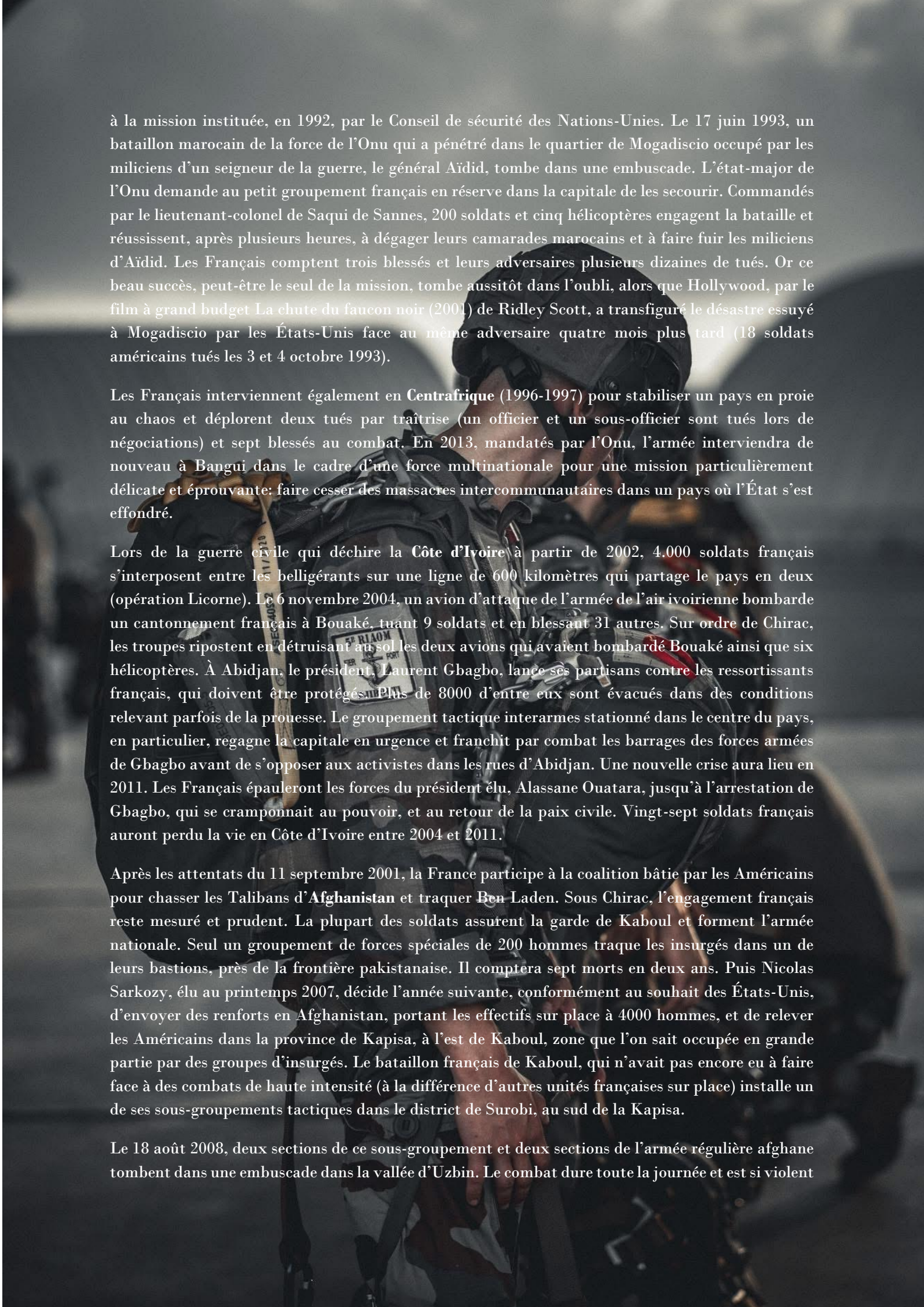
combats contre les Irakiens, beaucoup plus brefs et faciles que prévus, les Français, à leur grande surprise (les unités avaient reçu des centaines de sacs pour les corps des futurs tués), ne comptent que deux morts et une trentaine de blessés. La victoire de la coalition est éclatante. Reste que la modestie des forces que la nation a pu dépêcher à des milliers de kilomètres de la métropole a été criante. Beaucoup l'ont vécu comme une humiliation. L'idée que la conscription n'est plus adaptée aux temps nouveaux progresse.

À peine la première Guerre du Golfe achevée, l'ex-Yougoslavie s'embrase. À partir de 1992, 7.000 soldats français stationneront en Croatie puis en Bosnie-Herzégovine dans le cadre de la Force de protection des Nations-Unies (Forpronu). Leur mission : s'interposer entre les belligérants pour favoriser les négociations conduites par l'Onu et, à titre secondaire, protéger les civils. Or le conflit s'enlise. Et, en vertu des règles de rotation des unités en opérations extérieures, celles-ci restent d'ordinaire 4 à 6 mois sur le terrain avant d'être relevées. Des dizaines de milliers de soldats français se relaient ainsi au total pendant plusieurs années dans l'ancienne Yougoslavie. L'expérience laisse un goût très amer à ces militaires, cibles de différentes factions. Les tués et blessés par des tirs de mortiers et des snipers embusqués dans des immeubles se multiplient, alors que, en vertu du mandat reçu de l'Onu, les casques bleus sont tenus de ne pas répliquer en dehors de cas de légitime défense interprétés très strictement (tout risque de dommage collatéral doit conduire à s'abstenir de tirer).

Trois ans se passent ainsi, de 1992 à 1995. Les militaires français sont moqués par les belligérants pour leur impuissance et l'objet des railleries de commentateurs qui voient la guerre depuis Paris et ignorent tout de leurs efforts. Puis, l'état-major des armées obtient du nouveau président, Jacques Chirac, dès son élection en mai 1995, un assouplissement des règles d'emploi de la force. Les généraux français au sein de la Forpronu en font aussitôt usage pour laver les humiliations subies. Les 25 et 26 mai, l'Otan procède pour la première fois à des frappes aériennes contre des positions militaires à Pale, capitale de la République autoproclamée des Serbes de Bosnie. En représailles, les miliciens serbes prennent en otage, par trahison, tous les Casques bleus disséminés dans des postes d'observation autour de Sarajevo. Parmi eux se trouvent des soldats français, utilisés comme boucliers humains pour empêcher de nouveaux bombardements aériens. Le 27 mai, sur proposition de ses subordonnés, le général Gobilliard ordonne de reprendre l'un des principaux postes occupés la veille par les miliciens serbes, situé sur le pont de Verbanja, au cœur de Sarajevo.

Sous le commandement du capitaine Lecointre, chef d'une compagnie du 4^e bataillon du 3^e régiment d'infanterie de marine, la section du lieutenant Héluin part à l'assaut. Les 31 hommes s'élancent hors des tranchées, baïonnette au canon de leur Famas. Ils franchissent des barbelés tandis que les chars légers français tirent sur les immeubles occupés par les miliciens serbes pour couvrir les assaillants. Les marsouins doivent franchir 50 mètres à découvert au milieu des balles qui sifflent et des explosions. Les merlons du poste sont atteints, puis les boyaux. On se bat au corps à corps. L'essentiel du poste est reconquis par la force puis le dernier carré des défenseurs l'abandonne après négociation. Les soldats français pris en otage sont libérés, mais le bilan est lourd pour les 31 assaillants qui déplorent 2 morts et 17 blessés, dont le lieutenant Héluin. Les miliciens serbes ont eu 4 morts, 2 blessés et 4 prisonniers. Au total, outre plusieurs centaines de blessés, 114 soldats français sont morts en ex-Yougoslavie depuis les années 1990. Et deux des survivants de l'assaut du pont de Verbanja se sont suicidés.

Au début de la même décennie se déroule, en **Somalie**, une guerre civile doublée d'une catastrophe humanitaire. Quoique la France n'ait aucun lien historique avec ce pays, Paris décide de participer



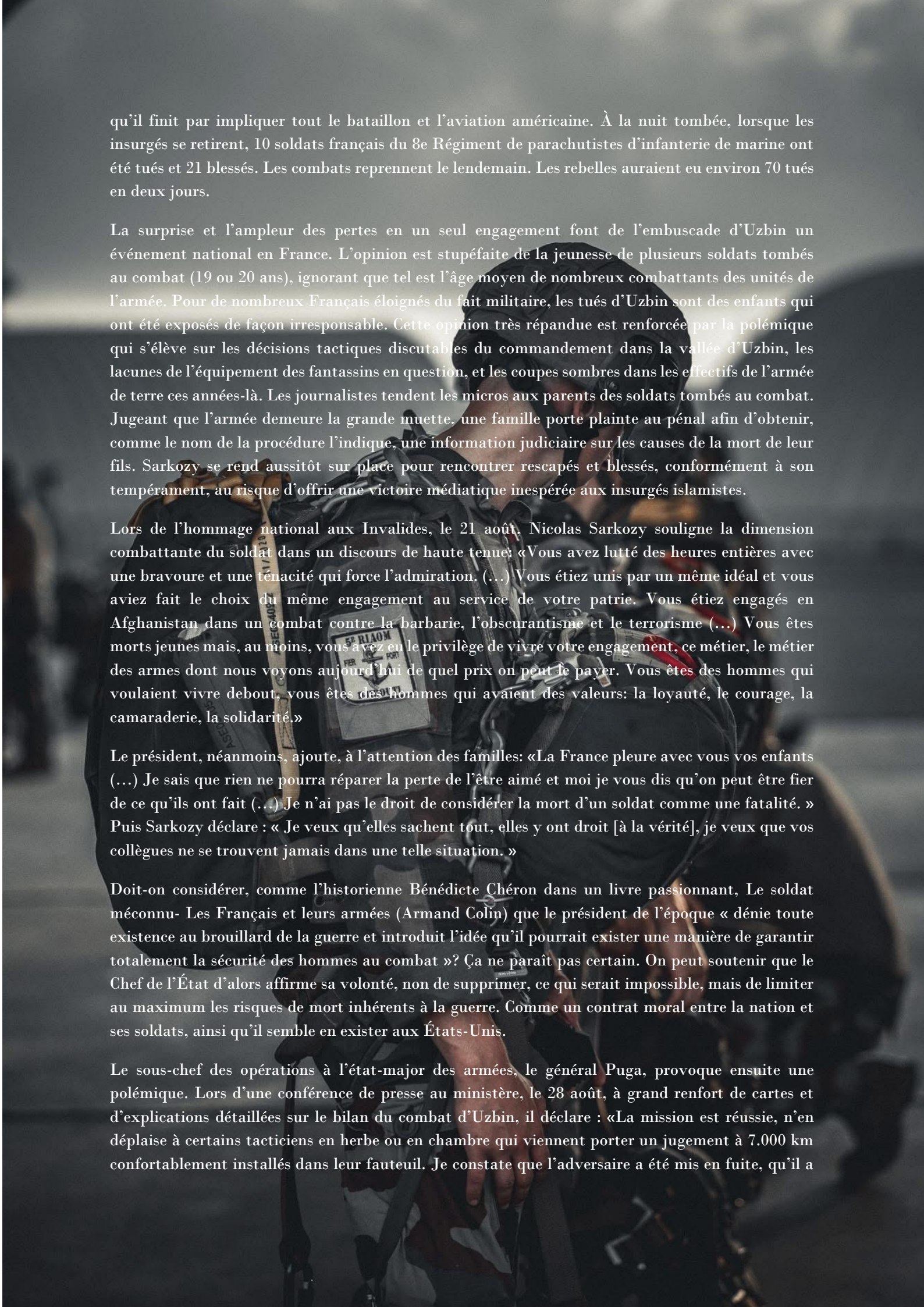
à la mission instituée, en 1992, par le Conseil de sécurité des Nations-Unies. Le 17 juin 1993, un bataillon marocain de la force de l'Onu qui a pénétré dans le quartier de Mogadiscio occupé par les miliciens d'un seigneur de la guerre, le général Aïdid, tombe dans une embuscade. L'état-major de l'Onu demande au petit groupement français en réserve dans la capitale de les secourir. Commandés par le lieutenant-colonel de Saqui de Sannes, 200 soldats et cinq hélicoptères engagent la bataille et réussissent, après plusieurs heures, à dégager leurs camarades marocains et à faire fuir les miliciens d'Aïdid. Les Français comptent trois blessés et leurs adversaires plusieurs dizaines de tués. Or ce beau succès, peut-être le seul de la mission, tombe aussitôt dans l'oubli, alors que Hollywood, par le film à grand budget *La chute du faucon noir* (2001) de Ridley Scott, a transfiguré le désastre essuyé à Mogadiscio par les États-Unis face au même adversaire quatre mois plus tard (18 soldats américains tués les 3 et 4 octobre 1993).

Les Français interviennent également en **Centrafrique** (1996-1997) pour stabiliser un pays en proie au chaos et déplorent deux tués par trahison (un officier et un sous-officier sont tués lors de négociations) et sept blessés au combat. En 2013, mandatés par l'Onu, l'armée interviendra de nouveau à Bangui dans le cadre d'une force multinationale pour une mission particulièrement délicate et éprouvante : faire cesser des massacres intercommunautaires dans un pays où l'État s'est effondré.

Lors de la guerre civile qui déchire la **Côte d'Ivoire** à partir de 2002, 4.000 soldats français s'interposent entre les belligérants sur une ligne de 600 kilomètres qui partage le pays en deux (opération Licorne). Le 6 novembre 2004, un avion d'attaque de l'armée de l'air ivoirienne bombarde un cantonnement français à Bouaké, tuant 9 soldats et en blessant 31 autres. Sur ordre de Chirac, les troupes ripostent en détruisant au sol les deux avions qui avaient bombardé Bouaké ainsi que six hélicoptères. À Abidjan, le président, Laurent Gbagbo, lance ses partisans contre les ressortissants français, qui doivent être protégés. Plus de 8000 d'entre eux sont évacués dans des conditions relevant parfois de la prouesse. Le groupement tactique interarmes stationné dans le centre du pays, en particulier, regagne la capitale en urgence et franchit par combat les barrages des forces armées de Gbagbo avant de s'opposer aux activistes dans les rues d'Abidjan. Une nouvelle crise aura lieu en 2011. Les Français épauleront les forces du président élu, Alassane Ouattara, jusqu'à l'arrestation de Gbagbo, qui se cramponnait au pouvoir, et au retour de la paix civile. Vingt-sept soldats français auront perdu la vie en Côte d'Ivoire entre 2004 et 2011.

Après les attentats du 11 septembre 2001, la France participe à la coalition bâtie par les Américains pour chasser les Talibans d'**Afghanistan** et traquer **Ben Laden**. Sous Chirac, l'engagement français reste mesuré et prudent. La plupart des soldats assurent la garde de Kaboul et forment l'armée nationale. Seul un groupement de forces spéciales de 200 hommes traque les insurgés dans un de leurs bastions, près de la frontière pakistanaise. Il comptera sept morts en deux ans. Puis Nicolas Sarkozy, élu au printemps 2007, décide l'année suivante, conformément au souhait des États-Unis, d'envoyer des renforts en Afghanistan, portant les effectifs sur place à 4000 hommes, et de relever les Américains dans la province de Kapisa, à l'est de Kaboul, zone que l'on sait occupée en grande partie par des groupes d'insurgés. Le bataillon français de Kaboul, qui n'avait pas encore eu à faire face à des combats de haute intensité (à la différence d'autres unités françaises sur place) installe un de ses sous-groupements tactiques dans le district de Surobi, au sud de la Kapisa.

Le 18 août 2008, deux sections de ce sous-groupement et deux sections de l'armée régulière afghane tombent dans une embuscade dans la vallée d'Uzbin. Le combat dure toute la journée et est si violent



qu'il finit par impliquer tout le bataillon et l'aviation américaine. À la nuit tombée, lorsque les insurgés se retirent, 10 soldats français du 8e Régiment de parachutistes d'infanterie de marine ont été tués et 21 blessés. Les combats reprennent le lendemain. Les rebelles auraient eu environ 70 tués en deux jours.

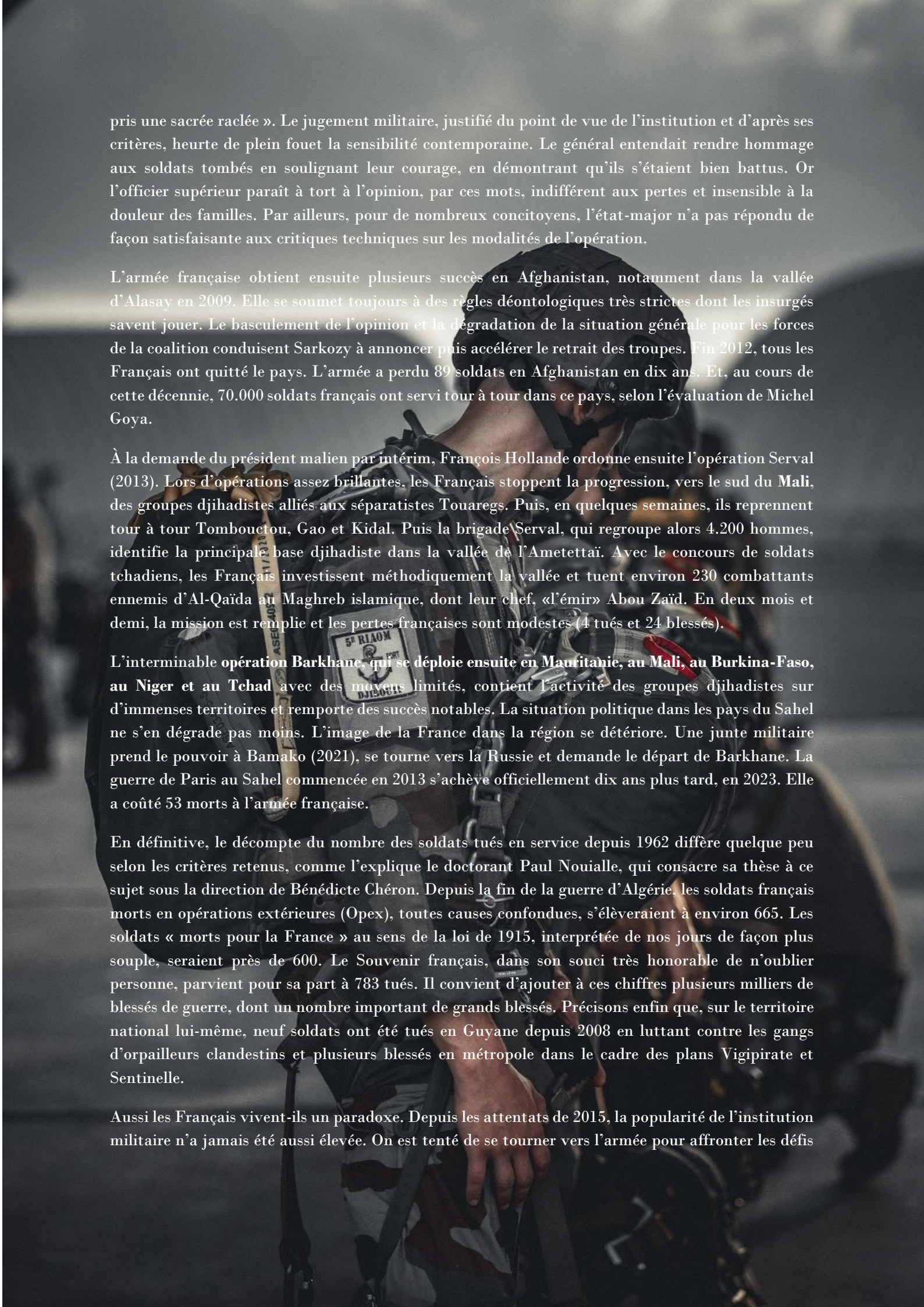
La surprise et l'ampleur des pertes en un seul engagement font de l'embuscade d'Uzbin un événement national en France. L'opinion est stupéfaite de la jeunesse de plusieurs soldats tombés au combat (19 ou 20 ans), ignorant que tel est l'âge moyen de nombreux combattants des unités de l'armée. Pour de nombreux Français éloignés du fait militaire, les tués d'Uzbin sont des enfants qui ont été exposés de façon irresponsable. Cette opinion très répandue est renforcée par la polémique qui s'élève sur les décisions tactiques discutables du commandement dans la vallée d'Uzbin, les lacunes de l'équipement des fantassins en question, et les coupes sombres dans les effectifs de l'armée de terre ces années-là. Les journalistes tendent les micros aux parents des soldats tombés au combat. Jugeant que l'armée demeure la grande muette, une famille porte plainte au pénal afin d'obtenir, comme le nom de la procédure l'indique, une information judiciaire sur les causes de la mort de leur fils. Sarkozy se rend aussitôt sur place pour rencontrer rescapés et blessés, conformément à son tempérament, au risque d'offrir une victoire médiatique inespérée aux insurgés islamistes.

Lors de l'hommage national aux Invalides, le 21 août, Nicolas Sarkozy souligne la dimension combattante du soldat dans un discours de haute tenue: «Vous avez lutté des heures entières avec une bravoure et une ténacité qui force l'admiration. (...) Vous étiez unis par un même idéal et vous aviez fait le choix du même engagement au service de votre patrie. Vous étiez engagés en Afghanistan dans un combat contre la barbarie, l'obscurantisme et le terrorisme (...) Vous êtes morts jeunes mais, au moins, vous avez eu le privilège de vivre votre engagement, ce métier, le métier des armes dont nous voyons aujourd'hui de quel prix on peut le payer. Vous êtes des hommes qui voulaient vivre debout, vous êtes des hommes qui avaient des valeurs: la loyauté, le courage, la camaraderie, la solidarité.»

Le président, néanmoins, ajoute, à l'attention des familles: «La France pleure avec vous vos enfants (...) Je sais que rien ne pourra réparer la perte de l'être aimé et moi je vous dis qu'on peut être fier de ce qu'ils ont fait (...) Je n'ai pas le droit de considérer la mort d'un soldat comme une fatalité. » Puis Sarkozy déclare : « Je veux qu'elles sachent tout, elles y ont droit [à la vérité], je veux que vos collègues ne se trouvent jamais dans une telle situation. »

Doit-on considérer, comme l'historienne Bénédicte Chéron dans un livre passionnant, *Le soldat méconnu- Les Français et leurs armées* (Armand Colin) que le président de l'époque « dénie toute existence au brouillard de la guerre et introduit l'idée qu'il pourrait exister une manière de garantir totalement la sécurité des hommes au combat »? Ça ne paraît pas certain. On peut soutenir que le Chef de l'État d'alors affirme sa volonté, non de supprimer, ce qui serait impossible, mais de limiter au maximum les risques de mort inhérents à la guerre. Comme un contrat moral entre la nation et ses soldats, ainsi qu'il semble en exister aux États-Unis.

Le sous-chef des opérations à l'état-major des armées, le général Puga, provoque ensuite une polémique. Lors d'une conférence de presse au ministère, le 28 août, à grand renfort de cartes et d'explications détaillées sur le bilan du combat d'Uzbin, il déclare : «La mission est réussie, n'en déplaise à certains tacticiens en herbe ou en chambre qui viennent porter un jugement à 7.000 km confortablement installés dans leur fauteuil. Je constate que l'adversaire a été mis en fuite, qu'il a



pris une sacrée raclée ». Le jugement militaire, justifié du point de vue de l'institution et d'après ses critères, heurte de plein fouet la sensibilité contemporaine. Le général entendait rendre hommage aux soldats tombés en soulignant leur courage, en démontrant qu'ils s'étaient bien battus. Or l'officier supérieur paraît à tort à l'opinion, par ces mots, indifférent aux pertes et insensible à la douleur des familles. Par ailleurs, pour de nombreux concitoyens, l'état-major n'a pas répondu de façon satisfaisante aux critiques techniques sur les modalités de l'opération.

L'armée française obtient ensuite plusieurs succès en Afghanistan, notamment dans la vallée d'Alasay en 2009. Elle se soumet toujours à des règles déontologiques très strictes dont les insurgés savent jouer. Le basculement de l'opinion et la dégradation de la situation générale pour les forces de la coalition conduisent Sarkozy à annoncer puis accélérer le retrait des troupes. Fin 2012, tous les Français ont quitté le pays. L'armée a perdu 89 soldats en Afghanistan en dix ans. Et, au cours de cette décennie, 70.000 soldats français ont servi tour à tour dans ce pays, selon l'évaluation de Michel Goya.

À la demande du président malien par intérim, François Hollande ordonne ensuite l'opération Serval (2013). Lors d'opérations assez brillantes, les Français stoppent la progression, vers le sud du Mali, des groupes djihadistes alliés aux séparatistes Touaregs. Puis, en quelques semaines, ils reprennent tour à tour Tombouctou, Gao et Kidal. Puis la brigade Serval, qui regroupe alors 4.200 hommes, identifie la principale base djihadiste dans la vallée de l'Ametettaï. Avec le concours de soldats tchadiens, les Français investissent méthodiquement la vallée et tuent environ 230 combattants ennemis d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, dont leur chef, «l'émir» Abou Zaïd. En deux mois et demi, la mission est remplie et les pertes françaises sont modestes (4 tués et 24 blessés).

L'interminable opération Barkhane, qui se déploie ensuite en Mauritanie, au Mali, au Burkina-Faso, au Niger et au Tchad avec des moyens limités, contient l'activité des groupes djihadistes sur d'immenses territoires et remporte des succès notables. La situation politique dans les pays du Sahel ne s'en dégrade pas moins. L'image de la France dans la région se détériore. Une junte militaire prend le pouvoir à Bamako (2021), se tourne vers la Russie et demande le départ de Barkhane. La guerre de Paris au Sahel commencée en 2013 s'achève officiellement dix ans plus tard, en 2023. Elle a coûté 53 morts à l'armée française.

En définitive, le décompte du nombre des soldats tués en service depuis 1962 diffère quelque peu selon les critères retenus, comme l'explique le doctorant Paul Nouïalle, qui consacre sa thèse à ce sujet sous la direction de Bénédicte Chéron. Depuis la fin de la guerre d'Algérie, les soldats français morts en opérations extérieures (Opex), toutes causes confondues, s'élèveraient à environ 665. Les soldats « morts pour la France » au sens de la loi de 1915, interprétée de nos jours de façon plus souple, seraient près de 600. Le Souvenir français, dans son souci très honorable de n'oublier personne, parvient pour sa part à 783 tués. Il convient d'ajouter à ces chiffres plusieurs milliers de blessés de guerre, dont un nombre important de grands blessés. Précisons enfin que, sur le territoire national lui-même, neuf soldats ont été tués en Guyane depuis 2008 en luttant contre les gangs d'orpailleurs clandestins et plusieurs blessés en métropole dans le cadre des plans Vigipirate et Sentinelle.

Aussi les Français vivent-ils un paradoxe. Depuis les attentats de 2015, la popularité de l'institution militaire n'a jamais été aussi élevée. On est tenté de se tourner vers l'armée pour affronter les défis

de la délinquance aussi bien que de l'éducation civique et morale. Un officier en uniforme, sur un plateau de télévision, est le seul intervenant assuré d'être écouté respectueusement.

Les pertes colossales endurées lors des guerres mondiales et le souvenir douloureux des conflits de la décolonisation, pour autant, pèsent encore sur la mémoire nationale et même sur la mémoire de l'armée. La première étude exhaustive sur les « fusillés pour l'exemple » en 1914-1915, publiée chez Tallandier en 2003, a pour auteur un général, André Bach, ancien chef du service historique de l'armée de terre (ce qui est tout à son honneur). Malgré de louables initiatives pour rendre visibles les blessés de guerre, il n'existe pas, en France, de manifestation spontanée d'une fierté collective envers son armée, alors que c'est le cas au Royaume-Uni. De nombreux Anglais sont sortis dans la rue pour se réjouir, en 1982, lorsque leurs troupes ont reconquis les Malouines. Les Français, eux, ont le patriotisme inhibé et tourmenté. Le goût du dénigrement, la difficulté à adhérer à quoi que ce soit figurent également parmi les causes de cette situation. Nos combattants, si populaires soient-ils désormais, demeurent refoulés aux marges de la sensibilité collective. Aucun film, hormis La Légion saute sur Kolwezi (1980) de Raoul Coutard, n'a entrepris de rendre hommage aux soldats en Opex, de peur de faire ricaner. Comme si les Français n'avaient plus le droit d'être fiers.

Source: Le Figaro

